



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

septembre 2023

## Zoom sur les échanges commerciaux de la France avec la CEMAC au premier semestre 2023

Au premier semestre 2023, les échanges commerciaux entre la France et la CEMAC, exportations comme importations, sont en augmentation comparativement au premier semestre 2022, respectivement de +11% à 828 M€ et de +9,3 % à 966 M€. Ainsi pour ses échanges avec la zone, la France affiche un solde commercial déficitaire de -138 M€ contre -145 M€ au premier semestre 2022.

La tendance haussière des exportations vers les pays de la zone concerne principalement le Congo et dans une moindre mesure le Gabon et le Cameroun. Dans le détail, les exportations vers le Congo connaissent une augmentation considérable (+48 M€, à 180 M€) portée principalement par la vente de produits agroalimentaires. Au Gabon cette progression des exportations s'observe également (+15,3 M€, à 281 M€) en partie due à la hausse des ventes des équipements mécaniques et matériels électriques. Les exportations françaises vers le Cameroun enregistrent quant à elles une légère progression de + 5 M€ à 292 M€, portée par la hausse des ventes des produits agroalimentaires et agricoles (principalement de blé).

### LE CHIFFRE À RETENIR

**966 M€**

d'importations françaises depuis la CEMAC au premier semestre 2023

### Exportations françaises vers les pays de la CEMAC (en M €)



Source : Douanes françaises

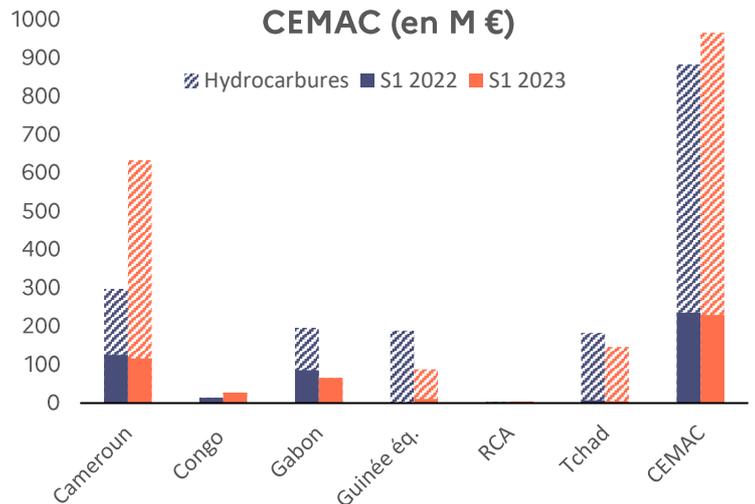
S'agissant des importations françaises depuis la zone, elles atteignent 966 M€ au premier semestre 2023 en hausse de 82,6 M€ par rapport au premier semestre de l'année 2022. Cette augmentation découle principalement de la progression des achats d'hydrocarbures<sup>1</sup> (+89 M€) qui représentent, en valeur, un peu plus de ¾ des achats de la France en zone CEMAC au cours du premier semestre 2023. Cet accroissement des importations d'hydrocarbures relève principalement de la hausse

<sup>1</sup> Pétrole brut, gaz naturel liquéfié et condensats de gaz.

des importations de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) depuis le Cameroun, dont le montant a atteint 463,8 M€. A l'inverse, en valeur, les importations en hydrocarbures sont en baisse dans les autres pays de la zone : -111 M€ en Guinée Equatoriale, -110 M€ au Gabon et -33,7 M€ au Tchad.

Hors hydrocarbures, les importations affichent une baisse modeste de -6,3 M€, la baisse des importations depuis le Gabon (-20,4 M€) et le Cameroun (-9 M€) ont été en partie contrebalancées par la hausse des importations depuis Congo (+13,8 M€) et la Guinée Equatoriale (+10,5 M€). Au Gabon la diminution s'explique en grande partie celle des importations de produits industriels (Bois, papier, carton, produits manufacturés divers etc.), alors qu'au Cameroun, la baisse est consécutive à la réduction des importations de produits agroalimentaires de -48 M€.

### Importations françaises (dont hydrocarbures) depuis les pays de la CEMAC (en M €)



Source : [Douanes françaises](#)

## Régional

### La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) s'engage dans le processus de notation financière

Dans un [communiqué de presse](#), la BDEAC, à travers son président M. Dieudonné EVOU MEKOU, annonce avoir procédé le 12 septembre 2023 à Paris à la signature du mandat d'accompagnement de la banque par Rothschild & Co., au processus de notation de crédit inaugurale. Cette signature, en ligne avec le Plan Stratégique 2023-2027 « Azobé » adopté par la banque et dont l'objectif est de renforcer et de diversifier la mobilisation des ressources y compris dans les marchés financiers. La notation financière recherchée par la BDEAC constitue une étape importante pour lui permettre de renforcer sa crédibilité auprès des partenaires et investisseurs internationaux.

### Publication du rapport d'activité de l'Agence Française de Développement (AFD) en Afrique centrale

Selon le [rapport d'activités](#) de l'AFD publié en août dernier, sur la période 2016 - 2022, l'AFD a engagé au total 3,2 Mds € au bénéfice des pays d'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, République démocratique du Congo, Tchad). Dans cette enveloppe globale, le Cameroun a représenté plus de 50% des financements soit 1,4 Mds € ; suivi par le Congo avec 483,7 M€ soit 18% des engagements. Le Gabon, la RDC et la RCA suivent avec respectivement 347 M€, 332,1 M€ et 192,9 M€. Aussi, sur la même période, l'AFD a soutenu des projets régionaux en Afrique centrale, à hauteur de 38 M€. Ces financements sont allés au profit de 175 projets en exécution dans les secteurs suivants : appuis budgétaires et fonds d'études ; infrastructures, transport et développement urbain ; agriculture et sécurité alimentaire ; éducation et formation ; eau et l'assainissement ; secteur productif ; gouvernance ; énergies, l'environnement et ressources naturels ; santé, climat et l'environnement.

## Cameroun

### Préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2024

En préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2024, le président de la république a signé le 30 août dernier une [circulaire](#) présentant les grandes orientations à suivre lors du processus. Cette préparation se fait en prenant en compte un environnement international marqué les perturbations des circuits d'approvisionnement causées par la guerre en Ukraine et la dégradation des conditions climatiques qui affecte la production agricole. Sur les marchés internationaux, l'orientation budgétaire se base sur des cours du pétrole brut qui devraient fléchir à 68,9 dollars le baril. Toutefois, comme le souligne la circulaire, les perspectives économiques en 2024 du Cameroun demeurent positives, la croissance du PIB réel est estimée à 4,3%, et l'inflation devrait, à nouveau selon cette circulaire, se situer en dessous du seuil de 3%. Elle introduit dans ses priorités, entre autres, la mise en service des projets de première génération et la poursuite des grands projets de deuxième génération, l'accélération de la politique d'import-substitution, et l'élargissement de l'assiette fiscale. S'agissant des recettes fiscales, certaines innovations sont à noter, à savoir la mise en place effective des dispositifs de marquage des bières et de suivi électronique des entreprises (factures, chiffre d'affaires) notamment dans le secteur des NTIC, la dématérialisation des attestations de retenues à la source des impôts et taxes.

### Dégradation de la note souveraine du Cameroun par les agences Moody's et S&P

Le 27 juillet dernier l'agence [Moody's](#) a dégradé la note du pays de deux paliers, passant de « B2 » (très spéculatif) à « Caa1 » (risque élevé) avec une perspective stable. Cette dégradation est due à des arriérés sur la dette extérieure. Le 8 août, à la suite de Moody's, S&P a abaissé temporairement le Cameroun dans la catégorie «

SD » (défaut sélectif), puis à « CCC+ » (risque élevé). Selon ces deux agences, le retard de paiement à la filiale espagnole de la Deutsche Bank observé à la fin 2022 est un cas de défaut, et une mise en évidence du problème de gestion de trésorerie et de liquidité auquel le pays est confronté, qui justifie une actualisation de la note en dehors de leur calendrier de notation habituel.

### Africa Golden Bank obtient l'agrément du MINFI

Africa Golden Bank deviendra la 8<sup>ème</sup> banque à capitaux nationaux opérant sur la place bancaire, et la 19<sup>ème</sup> banque à exercer au Cameroun. Le ministère camerounais des Finances a accordé cette autorisation, suite à l'avis favorable de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) du 20 mars 2023.

## Centrafrique

### Don de la Banque africaine de développement pour le programme d'appui à la reconstruction des communautés de base

La [Banque Africaine de Développement \(BAD\)](#) a approuvé le 6 septembre dernier un don de 12,62 millions d'euros pour le Programme d'appui à la reconstruction des communautés de base, phase 2 (PARCB-2) en République Centrafricaine, avec un co-financement de 5 millions de dollars américains par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ce projet vise à faciliter la réinsertion socioprofessionnelle de 3500 ex-combattants, jeunes sans emploi et femmes vulnérables, ainsi que le redéploiement de 800 fonctionnaires. En partenariat avec le PNUD, il vise à favoriser la stabilité, décourager l'enrôlement des jeunes dans des groupes armés, améliorer l'accès aux services de base et à renforcer les capacités des bénéficiaires, bénéficiant à 1,6 million de personnes directement et à des populations avoisinantes,

prestataires locaux et intermédiaires financiers indirectement.

## Le Fonds africain de développement octroi 5 M USD pour améliorer la gestion publique

Le Fonds africain de développement (FAD) a octroyé un don de 5,3 millions de dollars à la République centrafricaine pour soutenir la mise en œuvre du Projet d'appui à la mobilisation des ressources et à la transparence des politiques de développement. Ce financement, provenant du guichet concessionnel du [Groupe de la Banque africaine de développement](#), vise à renforcer les capacités des agents publics en modernisant les méthodes de travail de la direction générale des impôts et de la direction de la dette. Il vise également à réduire les risques de corruption grâce à l'adoption d'une loi anti-corruption et à promouvoir la participation de la société civile dans les débats budgétaires. Les bénéficiaires directs de ce projet sont les entités responsables de la mobilisation des recettes fiscales et de la gestion de la dette, ainsi que les organismes de contrôle et de suivi des politiques publiques. Ce projet sera soutenu par une assistance technique et des programmes de formation ciblés.

## Mission conjointe de la Commission de la CEMAC, de la BDEAC, et du PREF-CEMAC sur la Surveillance Multilatérale

Une [mission conjointe](#) organisée à Bangui du 21 août au 1<sup>er</sup> septembre 2023, sous la direction de M. Mamadou Issa Baba, Directeur des Finances Publiques à la Commission de la CEMAC, a permis d'évaluer les perspectives macroéconomiques de la République Centrafricaine pour 2023 et 2024. Au cours de cette mission, la situation économique et financière de 2022 a été examinée, ainsi que la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques. Les conclusions de la mission indiquent que la RCA a

transposé avec succès toutes les directives du cadre harmonisé, bien que des améliorations soient nécessaires en matière de transparence des finances publiques et de réformes comptables. Malgré les chocs économiques récents, tels que la pandémie de la Covid-19 et le conflit armé interne, certains secteurs tels que le secteur forestier, l'hôtellerie et les télécommunications auraient montré des signes de résilience. Dans l'ensemble, l'économie centrafricaine pourrait connaître une croissance réelle du PIB de 0,9% en 2023.

## Congo

## Le Parlement vote la loi qui transforme le FIGA en un établissement public à caractère industriel et commercial

L'Assemblée nationale et le Sénat ont [approuvé](#) la transformation du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA) des petites entreprises, en établissement public à caractère industriel et commercial (Epic). Ce changement vise à améliorer la gouvernance du FIGA, à élargir ses sources de financement et à favoriser le développement des petites entreprises. La décision a été prise pour surmonter les difficultés rencontrées en tant qu'établissement public administratif (Epa). Ce statut juridique interdisait notamment la détention de comptes auprès des établissements de crédit, compromettant ainsi les activités de garantie du Fonds. Les limites fonctionnelles d'un Epa freinaient également la possibilité de disposer d'une expertise de qualité, ou encore de mobiliser des ressources auprès de partenaires nationaux et internationaux.

## Le fonds américain Liliom Capital travaille sur un projet d'investissement d'un milliard de dollars

Piloté par le Burkinabè Simon Tiemtoré et soutenu par le ministre de la coopération et de la [promotion du partenariat public-privé](#), Denis-Christel Sassou-Nguesso, le fonds américain prépare un projet d'investissement de près d'un milliard de dollars dans le pays. Appuyé par un pool de banques, au sein duquel figurent Afreximbank et Ecobank, le plan de Liliom Capital vise notamment les infrastructures, avec 450 millions de dollars pour la construction d'une cité gouvernementale, via un partenariat public-privé (PPP) avec l'entreprise de BTP turque Summa, deux cents millions de dollars mis à la disposition du gouvernement pour la construction de 5 000 logements sociaux et 250 millions de dollars pour des projets de construction de centrales thermiques. Des groupes turcs et russes se sont positionnés sur ce projet. Enfin les 100 millions de dollars restants sont destinés à accompagner le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA). Cette structure publique, qui joue le rôle d'incubateur pour l'accès au financement des PME auprès des banques de crédit, a été secouée en mars par une série de scandales financiers.

## La société Tinda Cash va installer une centrale solaire hybride dans la ZES d'Ignié

Un espace de 100 hectares a été concédé à la société Tinda Cash Congo SA, dans la Zone économique spéciale (ZES) d'Ignié, département du Pool. Tinda Cash est soutenue par plusieurs partenaires parmi lesquels les géants du BTP Sinohydro et Power China, de la société Jasolar spécialisée dans la fabrication de produits photovoltaïques ainsi qu'un réseau de banques. La société de droit congolais avait reçu depuis octobre 2022 l'agrément des investisseurs au régime des ZES. Spécialisée dans la production de l'énergie verte, la société Tinda Cash entend investir 151 millions de dollars. Elle espère

produire 65 MW d'électricité, soit 55 MW via une centrale solaire hybride et 10 MW à l'aide de la centrale biomasse. Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet d'électrification du Parc commercial et industriel de Maloukou et de la ZES d'Ignié. Les travaux d'installation des usines devront s'accélérer après l'expropriation des occupants du site. L'étape cruciale sera celle de la mobilisation des financements, notamment auprès des banques locales.

## La société italienne Renco Green entend investir 53 milliards FCFA dédiés aux puits carbone au Congo

L'État congolais vient de céder 40 050 hectares dans les Plateaux Batéké, dans le département du Pool, à la société italienne Renco Green pour la mise en œuvre du Jardin carbone (Jaca-Mbé). Renco Green Sarlu compte créer un puits carbone d'une capacité de séquestration de 30 millions de tonnes de carbone. Sur la superficie disponible, Renco Green va réserver 1200 ha de plantations agroforestières au profit des populations et 38 800 ha destinés aux plantations forestières à base d'Acacia mangium. La compagnie Renco Green bénéficiera de l'assistance technique du Programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar), un opérateur public. Les 40 000 ha de Jaca-Mbé viennent ainsi s'ajouter aux 40 000 autres ha dans le cadre de Bacasi de TotalEnergies, portant à 80 000 ha la superficie des plantations forestières et agroforestières dédiés aux puits carbonés d'ici une décennie.

## Gabon

### Accord de 500 M USD pour refinancer la dette contre nature

Le Gabon et l'ONG américaine TNC (The Nature Conservancy) ont [conclu](#) le 14 août un accord de 500 M USD pour refinancer la dette du pays contre des actions de protection de l'espace maritime. Cette restructuration de la dette doit permettre l'achèvement d'un plan

d'aménagement du territoire marin dans le cadre du Plan Spatial Marin (PSM), la mise en place et le renforcement des mesures de surveillance pour une gestion durable de la pêche et la création d'un fonds de conservation qui permettra de financer des activités du PSM. Les échanges de dette contre nature, ensemble de techniques financières qui visent à réduire la dette d'un Etat en échange de son engagement à dépenser une part de cette réduction pour protéger la nature, sont vus comme une réelle opportunité par le Gabon qui dispose d'un patrimoine naturel particulièrement riche et fait face à une hausse structurelle de sa dette souveraine.

### Réunion entre le Président du CTRI et les patrons des entreprises implantées au Gabon

Le 31 août dernier, au lendemain du coup d'Etat, le général Brice Oligui Nguema, président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), a convoqué les patrons des grandes entreprises gabonaises afin de leur exposer sa vision concernant l'économie du pays. Il a énoncé les quatre priorités socioéconomiques à mettre en œuvre selon le gouvernement de la transition, à savoir : le règlement de la dette intérieure, la privatisation de la CNSS (Caisse nationale de sécurité sociale) et de la CNAMGS (Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale), la restauration de la journée Comptable au Trésor (pour rétablir l'équité dans les paiements de l'Etat) et une réforme du système de refinancement des banques gabonaises.

### Fitch dégrade la notation suite au coup d'Etat

Alors que la notation de défaut des émetteurs (IDR) à long terme en devises étrangère et en monnaie locale « B- » avait bénéficié d'une stabilité positive lors de la dernière revue Fitch il y a moins d'un mois, l'agence de notation a dégradé son évaluation plaçant les titres sous « rating watch negative » (RWN), suite au coup d'Etat du 30 août. En outre, les notes des IDR à

court terme en devises et en monnaie locale « B » et d'émission des obligations senior non garanties à long terme en devises « B- » ont également été placées sous RWN. Les raisons avancées de la baisse de la note concernent notamment l'incertitude politique due au coup d'Etat, le risque de mise en place de sanctions financières par les instances régionales et la potentielle dégradation de la capacité de financement du pays compte tenu de la nervosité du marché.

### Les dernières levées sur les marchés régionaux de la BEAC et de la BVMAC ont connu des résultats contrastés

La société ESS bourse a [annoncé](#) ce mardi 19 septembre la clôture de l'émission de l'emprunt obligataire de 150 Mds FCFA (« EOG 6,25% NET 2023-2028 ») réalisé sur la BVMAC (Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale). La levée de fonds qui s'est achevée le 31 août 2023 a été sursouscrite, ce qui a permis au Gabon de mobiliser une enveloppe de 154,6 Mds FCFA sur 150 Mds initialement recherchés. La [documentation](#) de l'emprunt précisait que celui-ci visait à servir à apurer une partie des arriérés, et à financer les projets prioritaires retenus dans le cadre du plan d'accélération de la transformation de l'économie gabonaise. Les dernières émissions sur le marché régional des titres de la BEAC ont en revanche connu un succès moindre : le 30 août dernier, la veille du coup d'Etat, le Gabon a émis par adjudication pour 9 Mds FCFA de BTA à 26 semaines et pour 20 Mds de FCFA d'OTA sur 3 ans (5,50% de rendement). Si les premières n'ont été souscrites qu'à 21,4% par les créanciers de la zone (levée de 1,9 Md FCFA à un taux moyen de 6,0%), la deuxième émission a, quant à elle, été déclarée infructueuse. Une émission de 9,5 Mds de BTA à 52 semaines a elle aussi, rencontré un succès limité (16,32% de taux de souscription). Le Gabon reste toutefois un émetteur important sur le marché des titres (plus de 1 400 Mds FCFA sur près de 6 000 Mds FCFA) et n'a pas enregistré de défaut en dix ans de présence sur ce marché.

## Maurel & Prom rachète Assala Energy

Maurel & Prom a [officialisé](#) le 14 août le rachat d'Assala Energy pour 730 M USD. La finalisation de l'opération devrait intervenir entre le 4ème trimestre 2023 et le 1er trimestre 2024. Ce rachat place M&P en 2nde position au Gabon, après Perenco, avec une production qui devrait s'élever à 56 500 BEOPD (Barils équivalent pétrole / jour). Les champs pétroliers d'Assala (actifs rachetés à Shell en 2017) forment un ensemble compact et cohérent avec ceux de M&P situés à proximité.

## Guinée équatoriale

### Lancement de la stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2022-2026 à Malabo

Le [lancement de la Stratégie nationale](#) de développement statistique (SNDS) pour la période 2022-2026 a eu lieu à Malabo, avec la présence du ministre de la Planification et de la Diversification économique, Gabriel Mbega Obiang Lima, ainsi que de représentants de diverses organisations, dont le système des Nations Unies, le FMI, la BAD et la Commission de la CEMAC. La SNDS 2022-2026 vise à moderniser le système statistique national et à produire des statistiques fiables pour soutenir la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques et des programmes de développement. Elle s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 des ODD et de l'Agenda Afrique 2063. L'événement a également servi de plateforme de sensibilisation et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la SNDS, avec l'engagement de divers partenaires au développement et techniques et financiers à soutenir ces efforts.

## Tchad

### Lancement d'une campagne de vaccination bovine en soutien au secteur de l'élevage

Dans le cadre du Projet d'Appui à la Réinsertion Économique des Groupes Vulnérables dans le Bassin du Lac Tchad (PARSEBALT) financé par la Banque Africaine de Développement, le ministère de l'élevage et des productions animales, a lancé ce 30 juillet, à Bol dans la province du Lac, la campagne de vaccination contre le charbon bactérien et symptomatique. Cette campagne concerne 120 600 têtes de bovins et 100 000 têtes de petits ruminants et en plus de la vaccination, 3 300 autres espèces seront déparasitées contre la douve du foie. Mis en œuvre par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), le projet PARSEBALT vise à soutenir le secteur de l'élevage, qui représente selon les travaux de la banque mondiale un des secteurs à fort potentiel de développement pour le secteur privé. Il permet à la province du Lac d'aspirer à devenir un pôle de développement régional, et de sécuriser les moyens d'existence de la population pastorale.

### Pose de la première pierre de la zone économique spéciale de Sarh

Le mardi 1er août a eu lieu la pose de la première pierre de la Zone Industrielle de Sarh (ZISARH), dans la province du Moyen-Chari. La ZISARH concrétise la première zone industrielle du Tchad qui s'étendra sur une surface de 500 hectares. Cette collaboration entre l'Etat Tchadien et le groupe ARISE prévoit la création de plus de 5000 emplois dont 1500 emplois directs et durables. Il est également prévu dans le projet, la construction d'une centrale solaire hybride d'une capacité de 60 mégawatts qui desservira la ville de Sarh qui souffre d'un accès extrêmement limité à l'énergie. Pour assurer l'approvisionnement et le flux commercial qui résultera de la ZISARH des travaux routiers reliant Sarh et Balimba seront également

effectués. Ce projet de ZES représente un enjeu de développement économique important pour la province à la fois pour l'employabilité des jeunes et dans le cadre de la sous-traitance des entreprises locales.

## Nouvelle stratégie pour le développement du tourisme au Tchad

Le mardi 8 août 2023 s'est tenu à Ndjamena un atelier de conception et de mise en œuvre d'une politique nationale de développement du Tourisme. Cet événement a été piloté par le ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique et du Tourisme avec l'Appui technique et financier de l'AUDA-NEPAD (Agence de Développement de l'Union Africaine – Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique). Cet atelier aspire à élaborer une stratégie de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel inexploité au Tchad et ayant un fort potentiel touristique. Le Tchad dispose de nombreux lieux tels que les parcs de Zakouma et de Zah Soo, les massifs de l'Ennedi et du Tibesti, ou encore les lacs Fitri et Ounianga. Parmi eux, deux sites sont inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO ce qui renforce cette volonté de mise en valeur, ainsi que les opportunités de développement économique pour les populations de ces zones.

## Concrétisation de l'implantation du groupe Coris Bank International au Tchad

Reçue par le chef de l'Etat Tchadien à N'Djamena le 15 août, la délégation du groupe Coris Bank International vient concrétiser son implantation au Tchad suite au rachat de la filiale tchadienne de la banque Société Générale en juin dernier. Présente dans le domaine bancaire dans neuf pays de l'Afrique de l'Ouest, le groupe Coris Bank International est le troisième groupe bancaire de l'UEMOA. Le Tchad devient ainsi le premier pays d'Afrique centrale à voir s'installer une filiale du groupe Coris Bank.



## Percée du laboratoire français INOVIE en RDC

Le groupe INOVIE, 2ème groupe français de biologie médicale a débuté ses activités à Kinshasa. Acteur majeur du diagnostic en biologie représentant une part significative de la biologie médicale privée en France, le groupe INOVIE s'est ouvert au marché international avec des réalisations au Liban et en Côte d'Ivoire et déploie actuellement de nouvelles implantations en Afrique sub-saharienne, dont la RDC. Le projet congolais est le projet africain le plus important par son ampleur et le plus gros investissement français privé en santé dans ce pays.

## 1er Forum annuel RDC-Afrique sur les métaux de batteries

Les 20 et 21 septembre dernier, la RDC a accueilli le 1er Forum annuel RDC-Afrique sur les métaux de batteries. Sous le thème « création de richesses pour la chaîne de valeur de l'industrie de batteries en RDC et en Afrique », ce Forum, organisé par la société sud-africaine Vuka Group également organisateur de la Mining Week de Lubumbashi, a réuni une centaine de participants parmi lesquels de nombreuses entreprises et investisseurs (TFM – AVZ - Tantalex). Le secrétaire général du ministère de l'industrie, M. Saturnin Wangwamba a ouvert l'événement auquel était présent le ministre zambien des mines. L'Union européenne comptait notamment parmi les sponsors de l'événement ainsi qu'USAID. La stratégie de la RDC pour la localisation en Afrique d'une production de batteries électriques a pris forme ces dernières années, plusieurs initiatives donnant des indices de cette stratégie en termes institutionnel, industriel et scientifique, et, particulièrement, la mise en place l'année dernière d'un Conseil Congolais des batteries et, sur les plans de la recherche et de la formation, le lancement du Centre Africain

d'Excellence pour les Batteries (CAEB) à l'université de Lubumbashi.

## Sao Tomé-et-Príncipe

### La Banque mondiale accorde un prêt de 15 M USD pour restaurer la stabilité macro-économique du pays

Afin de soutenir les efforts de redressement et de réforme structurelle de São Tomé et Príncipe, dont l'économie est toujours victime des effets de la pandémie de Covid-19 et des chocs mondiaux, la Banque mondiale a annoncé un appui budgétaire d'une valeur de 15 M USD. Ce DPO (Development Policy Operation) constitue le dernier volet d'une série de trois aides attribuées afin d'accompagner le gouvernement santoméen dans la mise en œuvre des réformes

structurelles pour atteindre une croissance forte, soutenir la création d'emplois, renforcer la stabilité financière du pays, pérenniser l'approvisionnement énergétique et améliorer les dispositifs de protection sociale.

### Reprise du tourisme en provenance de Chine

Après trois années de restriction dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, la Chine a annoncé le [retour](#) de Sao Tomé & Príncipe dans sa liste de destinations autorisées pour les touristes. Alors que son ambition de placer le tourisme au cœur de son modèle économique avait été freinée par la pandémie mondiale, Sao-Tomé peut dorénavant espérer renouer avec la manne financière d'avant crise. En effet, en 2019 le pays insulaire avait pu accueillir près de [35 000 touristes](#) générant un revenu de 40 M € (10,5% du PIB) alors qu'en 2021, malgré un léger rebond, seulement 15 000 touristes s'y étaient rendu pour un revenu de 25 M € (5,7% du PIB).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)